



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

**Direction des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés**

pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par : M. ARGUIMBAU

Tél. : 04.84.35.42.68

n°208 - 2012 MD

Marseille le, **17 OCT. 2012**

ARRÊTE DE MISE EN DEMEURE

**A l'encontre de Monsieur Vincent de CARRIERE, liquidateur judiciaire de
la société AZUR CHIMIE sis à Port de Bouc**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment son article L 514-1,

Vu les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°208-2012 PC du 7 mai 2012 portant prescriptions complémentaires relatives à la réhabilitation du site anciennement exploité par la société AZUR Chimie SAS,

Vu les rapports du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des 24 août et 4 octobre 2012,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres du 11 octobre 2012

Considérant que les eaux souterraines et superficielles n'ont pas fait l'objet de prélèvements et d'analyses hebdomadaires depuis le 5 mars 2010,

Considérant que la société AZUR CHIMIE SAS représentée par son liquidateur judiciaire Maître DE CARRIERE n'a pas respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral n°208-2012 PC du 7 mai 2012,

Considérant qu'en application des termes de l'article L 514-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté le non respect des prescriptions techniques imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure celui-ci de respecter ces prescriptions et ce dans un délai déterminé,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1

La société AZUR CHIMIE SAS représentée par son mandataire judiciaire Vincent DE CARRIERE nommé le 18 mars 2010 par le tribunal de commerce d'Aix en Provence, Aix Métropole – Bât. E - 30, avenue Malacrida – CS 10730 – 13617 AIX EN PROVENCE CEDEX 1, est mise en demeure de respecter :

les dispositions des articles 1 à 5 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires n°208-2012 PC du 7 mai 2012,

sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

En cas de non-respect des dispositions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 3

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres
- Le Maire de Port de Bouc,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, (Service Environnement, Service - Urbanisme)
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA - Délégation territoriale des Bouches du- Rhône,
- Le Directeur Départemental des Services Incendies et de Secours,
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE le 17 OCT. 2012

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI